

Recouvrement forcé de la vignette dans un contexte de crise : Ngobila travaille contre Tshisekedi

P. 7

ECONEWS

Directeur de Publication : Faustin Kuediasala N° 572 du vendredi 22 au dimanche 24 avril 2022 Prix : 3.000 FC

Journal en ligne et Tri-hebdomadaire d'informations générales

Complexe Nzigi (ex-Muana Nteba), Local n°50, Kinshasa/Gombe
Tél : +243 81 904 17 63/89 301 93 05 + 243 903 185 670
E-mail : kuediasala@gmail.com
www.econewsrdc.com
L'info qui fait échos

Kinshasa accepte de négocier avec tous les groupes armés

Félix Tshisekedi dos au mur à Nairobi

P. 2

Le chef laborantin Muzito à la pêche des ingrédients d'une meilleure offre politique

Pour faire de la bonne politique, il faut disposer de bons acteurs politiques pénétrés de sentiments patriotiques et déterminés à défendre les seuls intérêts de l'ensemble de la population. Depuis son accession à l'indépendance, la RDC n'a pu se doter d'institutions fortes à cause de ce péché originel qui colle aux basques de la classe politique. Le peuple ne fait pas confiance à la classe dirigeante au point qu'il n'a jamais donné un mandat suffisamment clair à un parti majoritaire.

Le leader de Nouvel Elan et coordonnateur de la plate-forme politique Lamuka, Adolphe Muzito, en bon chef laborantin, a entamé des consultations en vue de produire une offre politique conforme aux attentes de la population. Pour l'ancien Premier ministre...

P. 4



PARLONS-EN Halte à l'hypocrisie !

ECONEWS

Le président rwandais Paul Kagame était absent, jeudi à Nairobi, de la réunion de la sous-région pour trouver des solutions à la crise en République Démocratique du Congo. Régulièrement, Kagame déclare à qui veut lui prêter oreille que les affaires de la RDC n'étaient pas une préoccupation majeure pour lui. Il lui arrive souvent de s'énerver chaque fois que des questions en lien avec la déstabilisation de la RDC lui étaient posées. Pour qui ne connaît pas les réalités de la sous-région, il aurait pitié de l'homme fort de Kigali,

(Lire en page 2)

COMMUNIQUÉ DE PRESSE Rawbank démarre ses activités de bancassurance

P. 5

OK Plast au cœur de l'innovation : plongée dans la première usine de recyclage des plastiques à Kinshasa

P. 6

Kinshasa accepte de négocier avec tous les groupes armés

Félix Tshisekedi dos au mur à Nairobi

Le mini-sommet de Nairobi, convoqué à l'initiative du président kenyan Uhuru Kenyatta sur la situation de crise dans la partie Est de la République Démocratique du Congo (RDC), n'aura finalement été qu'une occasion pour les pays de la région des Grands Lacs, principalement le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi, de contraindre Kinshasa à négocier avec tous les groupes armés qui pullulent sur son territoire. Yoweri Museveni de l'Ouganda et Paul Kagame du Rwanda ont fini par

imposer leur point de vue. Quant au Chef de l'Etat, Félix Tshisekedi, il s'est retrouvé devant un fait accompli. Kinshasa devra donc négocier la paix dans sa partie Est avec les mêmes groupes armés qui charrient la mort dans les zones instables de l'Est. Nairobi l'a proposé et Kinshasa s'est plié. Le coup d'envoi des pourparlers directs est déjà prévu ce vendredi dans la capitale kenyane.

ECONEWS

Dans la région des Grands Lacs, les groupes armés les plus nuisibles ne se retrouvent qu'en République Démocratique du Congo. Ainsi, quand l'Ouganda traque les rebelles de l'ADF jusque dans les zones intérieures de la République Démocratique du Congo, on considère que Kampala agit en légitime défense. De même, lorsque le Rwanda traque aussi les leurs opérant sous la casquette de FDLR, Kigali se retrouve tout aussi en situation d'auto-défense.

Mais, jamais la RDC n'a bénéficié de cette lecture des faits. Pour le cas de la RDC, chaque incursion de ces milices et groupes armés qui pullulent dans sa partie Est se termine toujours par des négociations qui l'imposent finalement l'intégration, le mixage et le brassage des anciens rebelles au sein des forces loyalistes.

Avec la résurgence des rebelles du M23, Kinshasa se retrouve encore et toujours dans la même situation : négocier avec les rebelles ou faire perpétuer la crise ?

Convié à Nairobi, au Kenya, autour d'un mini-sommet sur la situation de crise qui prévaut dans la partie Est de la RDC, le Chef de l'Etat, Félix Tshisekedi, n'a pas pu s'échapper du piège lui tendu par le Rwandais Paul Kagame et l'Ougandais Yoweri Museveni. Quoi qu'absent de la rencontre, Paul Kagame est parvenu à imposer sa solution de crise, parfaitement exécutée par l'Ougandais Museveni, avec l'accompagnement du Kenyan Uhuru Kenyatta.

VICTIME EXPIATOIRE

Que dire de Félix Tshisekedi ? Seul contre tous, le Président de la République a capitulé, cédant à la pression de Museveni et Kagame qui l'ont poussé, sans autre alternative, à négocier pas seulement avec le seul M23, mais avec tous les groupes armés qui opèrent sur le sol congolais. Il faut reconnaître que le challenge est trop relevé.

Dans son compte twitter, le porte-parole adjoint du Chef de l'Etat se félicite – par ironie certainement – de l'issue des discussions de Nairobi.

« A l'issue du sommet, il

a été décidé d'un Dialogue consultatif entre le Président Félix Tshisekedi et les représentants des groupes armés locaux en RDC ce vendredi 22 avril à Nairobi avec appui logistique du président Uhuru Kenyatta », écrit-il sur son compte twitter.

En termes plus simples, Félix Tshisekedi est allé en victime expiatoire à Nairobi. Pour autant que le sommet a obligé la RDC à négocier avec tous les groupes armés, sans exercer la même pression sur le Rwanda, encore moins l'Ouganda vis-à-vis de ses rebelles disséminés dans la région des Grands Lacs. Une politique de deux poids, deux mesures qui traduit la compromission du mini-sommet de Nairobi.

D'ores et déjà, un dialogue consultatif, sous l'égide du président kenyan, est prévu ce vendredi 22 avril 2022, sur place à Nairobi, entre Félix Tshisekedi et la nébuleuse des groupes armés présents en RDC. Le président Kenyatta s'est engagé à fournir le soutien logistique nécessaire.

C'est tout de même curieux que tous les représentants des groupes armés, dont deux du M23, avaient fait le déplacement au même moment que Félix Tshisekedi. C'est dire que le plan était bien tracé. Comme dans un traquenard, Félix Tshisekedi s'est retrouvé coincé de toutes parts.

Mais, c'est mal le connaître, tempère-t-on dans certains milieux. « C'est lorsqu'il semble être en mauvaise posture qu'il rebondit et assène le coup fatal contre ses adversaires », prévient un analyste politique indépendant.

Selon des sources recoupées par Econews, l'option



Le président Félix Tshisekedi au mini-sommet de Nairobi

des négociations entre Kinshasa et les groupes armés ayant été levée, Paul Kagame a décidé finalement de rejoindre Nairobi.

COUP DOUBLE POUR MUSEVENI ET KAGAME

Dans le cadre de l'organisation sous régionale des Etats de l'Est africain, le Rwandais Paul Kagame et l'Ougandais Yoweri Museveni disposent désormais d'un canal diplomatique et politique potable pour exercer des pressions de toutes sortes sur des dirigeants de la République Démocratique du Congo.

Actuellement, l'armée ougandaise est officiellement sur le sol congolais. Le Rwanda de son côté cherche par tous les moyens possibles à s'insérer au grand jour en RDC comme son voisin et ennemi, mais toujours alliés lorsqu'il s'agit de la RDC. Mais l'hostilité d'une opinion publique congolaise alerte, ne facilite pas cette opération. Fâché, le président rwandais n'a daigné effectuer le déplacement de Nairobi. Mépris ? Il n'en est rien.

Kagame sait pertinemment bien que ses intérêts seront défendus par le voisin

Museveni. D'une part. De l'autre, il est acquis que sa présence risque d'envenimer la situation. Mieux valait donc pour lui de se tenir à l'écart pour obtenir le même résultat.

LA VIELLE RECETTE

Face à ce refus des Congolais d'ouvrir grandement les frontières aux Rwandais, les deux capitales ont vu leurs divergences. A l'unisson, ils se sont transformés en défenseurs acharnés des intérêts d'un groupe rebelle défait, le M23. Face à un Tshisekedi qui ne dit pas non, mais qui traîne volontairement les pieds, Kampala et Kigali ont utilisé de gros moyens. Ils ont mis la pression suffisamment pour obtenir un sommet à Nairobi.

A côté, ils ont fait parler la poudre en lâchant les éléments M23 présents dans leurs territoires respectifs après les avoir dotés de matériel militaire. En supériorité en termes de logistiques et de la maîtrise du terrain, les rebelles M23 ont attaqué à plusieurs reprises les forces loyalistes la nuit.

« On a l'impression qu'ils disposent de lunettes infrarouges qui leur permettent de tirer sur nous à bonne distance et la nuit », a confié un officier congolais.

Communiqué du deuxième conclave des Chefs d'Etat sur la République Démocratique du Congo

Le deuxième conclave régional des chefs d'Etat sur la République Démocratique du Congo s'est réuni à Nairobi, au Kenya, le 21 avril 2022. Le conclave, organisé par Son Excellence Uhuru Kenyatta, président de la République du Kenya, a réuni Son Excellence Félix-Antoine TSHISEKEDI Tshilombo, Président de la République Démocratique du Congo; Son Excellence Évariste NDAYISHIMIYE, Président de la République du Burundi; Son Excellence Yoweri MUSEVENI, Président de la République de l'Ouganda, et Son Excellence Paul KAGAME, Président de la République du Rwanda représenté par le Ministre rwandais des Affaires étrangères. Les dirigeants ont pris note de la situation dans l'est de la RDC et dans les pays voisins. Après des discussions fructueuses, tenues dans un environnement franc et cordial, et dans le souci de promouvoir la paix, la stabilité et le développement dans l'Est de la RDC et la grande Région de l'Afrique de l'Est, les dirigeants ont également convenu ce qui suit :

(Suite à la page 12)

PARLONS-EN

Halte à l'hypocrisie !

(Suite de la Une)

harcelé et torturé injustement par des questions sécuritaires de son géant voisin moins organisé. La réalité est ailleurs.

Kagame et Museveni, appuyés par des puissances planétaires, déstabilisent la RDC dans sa partie orientale pour des raisons de prédation. Dans une stratégie incompréhensible, des groupes armés locaux et étrangers sont créés et soutenus par ces mêmes voisins, faisant échapper des pans entiers du territoire congolais au contrôle des autorités établies.

Dans ces zones de non-droit voulues pour des raisons d'exploitation de richesses du sol et du sous-sol, les voisins de la RDC contrôlent et rafflent tout !

Cette hypocrisie, qui dure depuis 1994, n'a plus sa raison d'être. Combien de morts faudrait-il pour qu'enfin Kigali et Kampala puissent mettre un terme à leurs aventures dans la partie Est de la RDC? Combien de morts le Monde voudrait-il atteindre pour condamner cette razzia et toutes ces tueries de l'Est de la RDC ?

Cette hypocrisie est contre-productive pour la sous-région dans son ensemble. Les efforts de la RDC pour retrouver la paix sont annihilés au point que les défis du développement sont renvoyés à plus tard.

Le jour où le Rwanda, l'Ouganda et les autres se décideront de ne plus déstabiliser la RDC, la paix reviendra d'elle-même dans la partie Est du pays. Mais, c'est rare que le prédateur revienne à de bons sentiments.

La République Démocratique du Congo doit continuer de subir en se rendant presque à genoux à ces sommets de l'humiliation et aller à Canossa. Un jour, le Léopard, affaibli à souhait, se relèvera. Un jour, l'armée congolaise sera requinquée. Et le respect sera imposé à ces voisins.

En attendant, le président rwandais et son homologue ougandais doivent se démarquer de leur double jeu dans le drame de l'Est congolais : pyromane et sapeur-pompier. Cette hypocrisie est inacceptable !

Vives inquiétudes de l'ECC et de la CENCO : «Le processus électoral a déjà franchi la ligne rouge»

A l'Assemblée nationale, le débat autour de la révision de la loi électorale a pris les allures d'un pugilat entre les deux forces politiques en présence, à savoir la majorité incarnée par l'Union sacrée de la nation et l'opposition portée par le FCC (Front commun pour le Congo) de Joseph Kabila. Disposé à offrir leurs bons offices pour rapprocher les différentes tendances politiques, le tandem ECC (Eglise du Christ au Congo) – CENCO (Conférence épiscopale nationale du Congo) ne cache plus leurs inquiétudes sur le grand retard qu'accumule le processus électoral. Ils sont d'avis qu'on a déjà franchi « la ligne rouge », le glissement du cycle électoral devenant plus que jamais inéluctable.

HUGO T.

Le prochain cycle électoral est entouré d'une grande incertitude. A l'Assemblée nationale, le débat autour de la révision de la loi électorale peine à démarrer. On est encore loin du consensus tant espéré pour des élections apaisées en 2023.

Depuis la chambre basse du Parlement, son président, Christophe Mboso N'Kodia Pwanga, tente tant bien que mal de convaincre les indécis, principalement le FCC de Joseph Kabila à reprendre le chemin du dialogue. Des diplomates occidentaux accrédités à Kinshasa ont été mis à profit pour une éventuelle médiation.

Bien écouté dans la classe politique, le tandem ECC-CENCO a également reçu

le quitus du bureau de l'Assemblée nationale pour jeter le pont avec le camp des réfractaires du FCC. Pour le moment, rien de concret.

En effet, le FCC continue à camper sur son camp et exige une profonde refonte de l'ensemble du processus électoral, à commencer par la CENI (Commission électorale nationale indépendante) dont la composition, selon lui, n'a pas pris en compte le critère de l'inclusivité. Le FCC est donc dans la logique de faire table rase de tout ce qui a déjà été fait. Bref, un retour à la case départ.

«LA LIGNE ROUGE»

Les négociations s'étièrent en longueur, alors que le temps avance. A grands pas. A la CENI, sa dernière Feuille de route du processus élec-



Mgr Donatien Nshole (CENCO) et le révérend Eric Senga (ECC) lors de leur dernière rencontre avec Christophe Mboso, président de l'Assemblée nationale (au milieu)

toral a déjà volé en éclats, dans la mesure où la plupart des échéances qu'elle s'était fixée n'ont pas été tenues. Un retard de plus qui va terriblement impacter l'ensemble du processus électoral.

C'est pur toutes ces raisons que l'ECC et la CENCO se montrent de plus en plus sceptiques sur le respect du délai constitutionnel de décembre 2023 pour la tenue des élections générales.

«Le processus électoral a déjà franchi la ligne rouge», note

le très critique duo ECC-CENCO.

Plus explicite, le révérend Eric Senga de l'ECC indique que « la CENI n'a pas encore publié le calendrier, le gouvernement n'a pas encore présenté un budget et un plan de décaissement clair (...) Nous sommes déjà à presque cinq mois de retard par rapport à la feuille de route » de la CENI.

Il craint déjà le pire. Aussi, appelle-t-il « les acteurs de la majorité comme de l'Opposition à être souples, à s'ouvrir à la discussion ».

Mais, comment discuter lorsque l'agitation gagne l'Assemblée nationale où le président Christophe Mboso consacre toute son énergie pour étouffer la motion de défiance lancée contre lui par Papy Niango, député national de Bandunduville.

Autant qu'au Parlement, le décor d'un glissement du cycle est bien planté. Tous en sont conscients, mais personne, de part et d'autre, n'a le courage de l'évoquer à haute voix.

Etat de siège : les élus de l'Ituri et du Nord-Kivu en colère

En République Démocratique du Congo, l'Assemblée nationale a encore une fois prolongé lundi l'état de siège dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri, à la demande de l'exécutif national. Cet exercice de routine - la 22^e prorogation - a été fait sans la participation des élus de ces deux provinces.

Sortis de la salle en pleine séance plénière, les élus du Nord-Kivu et de l'Ituri ont déclaré qu'ils ne vont plus jamais participer aux activités parlementaires ayant trait avec la prorogation de l'état de siège dans leurs provinces.

« Les élus du Nord-Kivu et de l'Ituri ne siégeront que lorsque l'état de siège sera levé. Et donc, toutes les plénières relatives à la prorogation de l'état de siège ne vont plus concerner les élus du Nord-Kivu et de l'Ituri », a déclaré Tembosa Yotama, député de la ville de Butembo, dans le Nord-Kivu.

Certaines organisations de la Société civile sont d'accord avec les élus : l'état de siège qui est en vigueur depuis près d'une année n'a ap-



Les députés nationaux du Nord-Kivu et de l'Ituri manifestent leur colère à l'Assemblée nationale

porté aucune solution à l'épineuse question de l'insécurité.

« Pour nous, l'état de siège a été proclamé dans une précipitation qui ne dit pas son nom, car nous pensons qu'il devait être précédé par l'évaluation de tous les programmes de pacification qui se sont succédés », explique Thomas d'Aquin Muiti, vice-président honoraire de la Coor-

dination provinciale de la Société civile du Nord-Kivu.

Le professeur Dady Saleh, analyste politique, abonde dans le même sens. « Ça ne m'étonne en rien de voir que nous continuons à être en insécurité parce qu'on n'a pas fait assez », dit-il. « La forme de l'état de siège que nous avons, je ne sais même pas si c'est l'état de siège. Vou-

lez-vous poursuivre quelque chose qui ne réussit pas sa mission et qui ne joue pas son vrai rôle ? », s'interroge-t-il.

Lors de son dernier passage à Goma, le Premier ministre Jean-Michel Sama Lukonde a promis de rapporter au président Félix Tshisekedi toutes les propositions qu'il aura recueillies auprès des communautés,

pour voir la meilleure réponse à la question d'insécurité dans l'Est du pays.

« Nous allons avoir le temps de faire un bilan, de revenir avec un rapport précis de sorte que l'on puisse orienter sur la base des recommandations qui nous ont été données. D'autres estiment effectivement qu'il fallait mettre fin à l'état de siège, tandis qu'une autre tendance est de dire que nous devons peut-être nous réorganiser du point de vue opérationnel, tout en gardant l'état de siège, et donc toutes ces évaluations doivent être mises sur la table pour nous permettre de prendre la bonne orientation en faveur des populations du Nord-Kivu », avait-il dit.

Pour rappel, le Président Félix Tshisekedi avait proclamé l'état de siège dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri en mai 2021, dans le but de mettre fin aux violences perpétrées par de multiples groupes armés. Les institutions provinciales sont depuis dirigées par les militaires, mais les attaques contre les civils persistent.

AVEC VOA AFRIQUE

Le chef laborantin Muzito à la pêche des ingrédients d'une meilleure offre politique

Pour faire de la bonne politique, il faut disposer de bons acteurs politiques pétris de sentiments patriotiques et déterminés à défendre les seuls intérêts de l'ensemble de la population. Depuis son accession à l'indépendance, la RDC n'a pu se doter d'institutions fortes à cause de ce péché originel qui colle aux basques de la classe politique. Le peuple ne fait pas confiance à la classe dirigeante au point qu'il n'a jamais donné un mandat suffisamment clair à un parti majoritaire.

Le leader de *Nouvel Elan* et coordonnateur de la plate-forme politique *Lamuka*, Adolphe Muzito, en bon chef laborantin, a entamé des consultations en vue de produire une offre politique conforme aux attentes de la population. Pour l'ancien Premier ministre de la République Démocratique du Congo, les partis politiques dans le pays ne représentent pas la majorité de la population. Dans leur vote, les congolais n'ont pas donné une majorité claire à un parti politique.

«On a l'impression que le peuple a jeté le pouvoir dans la rue et chacun est venu prendre sa part », a commenté un cadre de *Nouvel élan* qui analysait la sortie médiatique du leader de son parti.

La meilleure majorité, autour d'un parti-phare, remonte aux élections de 1960. Le *MNC-Lumumba* avait 30% de sièges à la chambre des représentants. Avec ses alliés de cette époque : *PSA*, *CEREA* et *Balubakat*, la coalition était constituée à 51% contre

49% de sièges de l'opposition. Cette représentation honorable d'une force politique phare est allée en baissant au fil des cycles électoraux, constate Muzito.

Lors des élections de 1965, la *Conaco* de Moïse Tshombe, qui était à la tête de la coalition majoritaire, n'avait réuni que 20,2% de sièges. La coalition d'opposition, *Codeco* de Joseph Kasa-Vubu, avait comme regroupement leader, l'*Unicentral*, qui n'avait que 2,4% de sièges.

En 2006, la coalition majoritaire *AMP* de Joseph Kabila, tractée par le *PPRD*, ne représentait que 20,2% de sièges. L'opposition avec comme parti leader le *MLC* de Jean-Pierre Bemba ne comptait que 12,8% de sièges à l'Assemblée nationale.

En 2011, la situation a empiré avec 12,4% de sièges au principal parti pilote de la majorité le *PPRD* de Joseph Kabila.

Pour l'ancien Premier ministre, l'heure est venue pour que les attentes de la population soient portées par des partis politiques réellement représentatifs tant au sein de la majorité que de l'opposition. Il est temps, pense-t-il, que les nains cessent de conduire d'autres nains de tailles encore modeste au point que la stabilité des coalitions ne soit que des chimères. Dans ces conditions, soutient-il, il est impossible de requalifier le social parce que des moyens pour de bonnes politiques économiques ne seront jamais réunis.

HUGO LAMUSA

Evolution du leadership congolais du point de vue politique

Partis et Coalitions politiques ELECTIONS 1960

COALITION MAJORITAIRE (LUMUMBA)		
• MNC-L	41 sièges, soit	30 %
• PSA	13 sièges, soit	9 %
• CEREA	10 sièges, soit	7 %
• BALUBAKAT	7 sièges, soit	5 %
S/Total	71 sièges, soit	51 %
COALITION MINORITAIRE (KASA-VUBU)		
• ABAKO	12 sièges, soit	9 %
• PNP	15 sièges, soit	11 %
• PUNA	7 sièges, soit	5 %
• MNC-K	8 sièges, soit	6 %
• CONAKAT	8 sièges, soit	6 %
• UNIMO	1 siège, soit	1 %
• Autres	15 sièges, soit	11 %
S/Total	66 sièges, soit	49 %
Total général : 137 sièges 100 %		

Partis et Coalitions politiques ELECTIONS 2006

COALITION MAJORITAIRE (AMP -KABILA)		
• PPRD	101 sièges, soit	20,2 %
• PALU	34 sièges, soit	6,8 %
• MSR	27 sièges, soit	5,4 %
• F. RENOUVEAU	26 sièges, soit	5,2 %
• UDEMO	9 sièges, soit	1,8 %
S/Total	197 sièges	39,4 %
COALITION MINORITAIRE (JP BEMBA)		
• MLC	64 sièges, soit	12,8 %
• INDEPENDANT	63 sièges, soit	12,6 %
• RCD	15 sièges, soit	3,0 %
• CDC	10 sièges, soit	2,0 %
• CODECO	10 sièges, soit	2,0 %
S/Total	162 sièges	32,4 %
• Autres	141 sièges, soit	28,2 %
S/Total	141 sièges	28,2 %
Total général 500 sièges 100 %		

Partis et Alliances politiques ELECTIONS 2018 'FCC-CACH'

Principaux partis de la Majorité		
PPRD	93 sièges	(18,6%)
Autres	265 sièges	(53,0%)
FCC	358 sièges	71,6%
UDPS	32 sièges	(6,4%)
UNC	16 sièges	(3,2%)
CACH	48 sièges, soit	9,6 %
S/Total	406 sièges, soit	81,2 %
Principaux partis de l'Opposition (Résistance)		
Ensemble	46 sièges	(9,2%)
AMK	21 sièges	(4,2%)
MLC	22 sièges	(4,4%)
ECIDE	05 sièges	(1,0%)
LAMUKA	94 sièges, soit	18,8%
Total général 500 sièges 100,0%		

Partis et Coalitions politiques ELECTIONS 1965

COALITION MAJORITAIRE (CONACO de Tshombe) :		
CONACO	35 sièges, soit	21 %
CONAKAT	9 sièges, soit	5 %
23 Autres	78 sièges, soit	47 %
S/Total	122 sièges, soit	73 %
COALITION MINORITAIRE (CODECO de Kasa-Vubu)		
UNICENTRAL	4 sièges, soit	2,4 %
PUNA	4 sièges, soit	2,4 %
ABAKO	3 sièges, soit	1,8 %
Autres	34 sièges, soit	20,4 %
S/Total	45 sièges, soit	27,0 %
Total général 167 sièges, soit 100 %		

Partis et Coalitions politiques ELECTIONS 2011

Principaux partis de la Majorité		
• PPRD	62 sièges, soit	12,4 %
• MSR	27 sièges, soit	5,4 %
• PALU	17 sièges, soit	3,4 %
• AFDC	17 sièges, soit	3,4 %
• ARC	16 sièges, soit	3,2 %
S/Total	139 sièges	28,8 %
Principaux partis de l'Opposition		
• UDPS	41 sièges, soit	8,2 %
• MLC	22 sièges, soit	4,4 %
• UNC	17 sièges, soit	3,4 %
S/Total	80 sièges	16,0 %
Autres partis		
• PPPD	29 sièges, soit	5,8 %
• INDEPEND	16 sièges, soit	3,2 %
• Autres (Partis fantômes)	236 sièges, soit	47,2 %
S/Total	281 sièges	56,2 %
Total général 500 sièges 100%		

Partis et Alliances politiques ELECTIONS 2018 'UNION SACREE'

Principaux partis de la Majorité « UNION SACREE »		
UDPS	32 sièges	(6,4%)
FCC-US	200 sièges	(40,0%)
UNC	16 sièges	(3,2%)
Ensemble	46 sièges	(9,2%)
AMK	21 sièges	(4,1%)
MLC	22 sièges	(4,4%)
Autres	16 sièges	(3,2%)
S/Total	353 sièges, soit	70,4 %
Principaux partis de l'Opposition (Résistance)		
PPRD	93 sièges	(18,6%)
Autres FCC	49 sièges	(9,8%)
Lamuka	5 sièges	(1,2%)
LAMUKA	147 sièges, soit	29,6 %
Total général 500 sièges 100,0%		

Autant le leadership congolais majoritaire est très faible et s'est dégradé depuis 1960. Autant l'opposition est aussi faible et ne peut faire le contre poids pour proposer l'alternative.

Elections	Coalition Majoritaire	Parti Leader	% des sièges
1960	Nationaliste 4 partis	MNC/Lumumba 30%	51%
1965	CONACO 25 partis	CONACO/Tshombe 21%	75%
2006	AMP 5 partis	PPRD/Kabila 20%	39%
2011	MP 5 partis	PPRD/Kabila 12%	29%
2018	FCC-CACH UNION SACREE	PPRD (18,6%)-UDPS-UNC UDPS (6,4%)-FCC-us-UNC-ENSEMBLE-ML	81% 70%



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Rawbank démarre ses activités de bancassurance

Kinshasa, le 20 Avril 2022 – Suite à l'obtention en novembre dernier de l'agrément de l'Autorité de Régulation et de Contrôle des Assurances (ARCA), Rawbank distribue dorénavant des produits d'assurance dans cinq de ses agences kinoises, avant de l'étendre dans un second temps sur toute la République.

Banque de référence en République Démocratique du Congo, Rawbank franchit une nouvelle étape dans son développement en proposant à sa clientèle la souscription à des produits d'assurance vie et non-vie.

Depuis plusieurs mois, la banque se mobilise pour offrir à ses clients des produits d'assurance à travers son large réseau d'agences. Dans un contexte national où le taux de pénétration de l'assurance est inférieur à 0,5%, la banque ambitionne de devenir un intermédiaire de premier plan décisif pour le développement du secteur et de l'économie.

Depuis sa création, Rawbank poursuit un objectif clair : encourager l'inclusion financière en développant, puis en mettant à disposition des produits financiers abordables et adaptés aux besoins de la population congolaise.

Convaincue que l'accès des populations à des produits assurantiels est indispensable, leur permettant de se protéger des risques et réinvestir l'épargne dans l'économie nationale, Rawbank élargit donc son offre pour accompagner le développement socio-économique du pays.

Pour Mustafa RAWJI, directeur général de Rawbank «**Je tiens premièrement à remercier la Banque Centrale du Congo et l'ARCA pour leur confiance. En se tournant vers la bancassurance, Rawbank répond à un véritable besoin du marché. La banque dispose d'un vaste réseau d'agences, d'une force commerciale certaine et d'une large base de clients qui seront des atouts certains pour insuffler une nouvelle dynamique sur ce marché.**

Lancée le 4 mars, la première phase concerne cinq agences Rawbank à Kinshasa : Hôtel de Ville, La Couronne, Congo Trade Center, Limete et Victoire. Au sein de chacun de ces points de vente, les clients pourront accéder à trois produits développés par Rawsur, Assurance Automobile (Autosur), Assurance voyage (Gosur) et Assurance vie (Kimia).

Pour sa part, Tarik LEFRIYEKH, directeur général de Rawsur Assurances, est revenu sur l'importance de ce partenariat en ces mots :

«Ce partenariat s'inscrivant en droite ligne avec nos ambitions de développement qui se manifeste à travers la volonté d'offrir nos services à une clientèle diversifiée et variée à travers le pays, il revêt un caractère hautement stratégique pour nos conseils d'administration respectifs.

L'implémentation du concept one stop shop via la bancassurance va accroître substantiellement la qualité et la diversité de service que nous nous évertuons à offrir à nos clients respectifs.»

En conclusion, Etienne Mabunda, Directeur Commercial, est dans son allocution revenue sur la confiance qui existe dans cette nouvelle dynamique.

« Au regard de ces nouvelles offres commerciales et de la force de notre réseau de distribution, nous sommes confiants concernant l'impact positif de notre décision pour le développement du secteur des assurances. Cette mutation de Rawbank témoigne une nouvelle fois de la volonté de la Banque à intervenir de manière efficace dans chaque aspect du quotidien de la population congolaise.»

A propos de RAWBANK

Forte de plus de 1 850 collaborateurs avec 100 points de vente, un bureau de représentation à Bruxelles, 240 distributeurs automatiques de billets, plus de 500 000 clients et plus 28% de parts de marché, RAWBANK accompagne le développement de l'économie congolaise. Au service des particuliers, des PME, des entreprises et des institutions, Rawbank est notée par Moody's, certifiée ISO/IEC 20000 et ISO/IEC 27001 et a noué des partenariats de financement avec plusieurs bailleurs internationaux (IFC, BADEA, Shelter Africa, TDB, BAD, Afreximbank et AGF). Sûreté, rentabilité et pérennité sont les priorités opérationnelles de Rawbank pour consolider sa stratégie de croissance, notamment en direction des particuliers et du secteur privé. Notre vaste réseau d'agences est l'un des plus développés du secteur bancaire congolais, implanté au sein des 19 provinces du pays, entre autres le Grand Katanga, le Grand Kasai, les deux Kivu, l'Equateur et le Kongo Central. L'objectif de RAWBANK est de donner accès à ses clients Corporate, PME, Particulier, aux techniques, services et produits les plus modernes des secteurs bancaire et financier, d'où la pertinence de son slogan : «**RAWBANK is my bank**».

Pour en savoir plus :

Léonore Mascarell – lm@35nord.com

Rawbank - www.rawbank.com

Contact presse :

RAWBANK - Direction des Performances et Réseau
contact@rawbank.cd

A propos de Rawsur SA et Rawsur Life SA

Rawsur Assurances (Rawsur SA et Rawsur Life SA) offrent une large gamme de produits et services d'assurances et affichent l'ambition de devenir le groupe d'assurance de référence en RDC.

Contact presse :

Département communication & marketing
Terrence WEBE MAYO - twebem@rawsur.com (+243) 826 000 048 - www.rawsur.com



RAWBANK

OK Plast au cœur de l'innovation : plongée dans la première usine de recyclage des plastiques à Kinshasa

C'est en présence du Chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, que la société OK Plast a mis en service dans le quartier Kingabwa de la commune de Limete sa première usine de recyclage des plastiques à Kinshasa. Mercredi, sous la direction de Jérôme Sekana, délégué général d'OK Plast, un groupe de journalistes est allé à la découverte de cette usine.

MICHEL MASUDI

Une nouvelle usine recycle 50 tonnes de déchets plastiques par jour dans la ville de Kinshasa, en République Démocratique du Congo (RDC).

Avec cette usine, la République Démocratique du Congo (RDC) fait un grand pas en matière de gestion des déchets plastiques. L'installation a été mise en service le 15 avril 2022 par OK Plast, en présence du Président de la République, Félix Tshisekedi, dans le cadre du projet «Kintoko» mis en œuvre par l'Hôtel de ville de Kinshasa.

«Cette usine est la deuxième du genre en Afrique après celle implantée au Nigeria», expliquait, à l'inauguration de l'usine, Medhi Attieh, le directeur général d'OK Plast.

L'unité de recyclage de Kinshasa a une capacité de 50 tonnes par jour et d'un stock de 5.000 tonnes de bouteilles compactées. Les bouteilles plastiques usagées sont recyclées en bouchons pour les bouteilles, en casiers pour les sociétés brassicoles de la place, en chaises, en glacières, en tuyaux pour canalisation d'eau ainsi qu'en bouteilles de différents litrages.

A LA DÉCOUVERTE DE L'USINE

Sous la conduite de Jérôme Sekana, délégué général de la société Angel Cosmetics, les journalistes kinois ont eu droit à une visite guidée de l'usine OK Plast, lancée dans le cadre du projet «Kintoko», le mercredi 20 avril 2022.

Cette usine du groupe Angel, dont font partie également les sociétés Angel Cosmetics, Palmco et Ok Plast, se consacre à l'assainissement de la ville de Kinshasa, avant de s'étendre, laisse-t-on entendre du côté de ses initiateurs, sur le reste du pays. Kinshasa s'est donné comme objectif principal le ramassage et le recyclage principalement des bouteilles en plastique sur l'étendue de la capitale. Répondant ainsi à la vision du gouverneur de la ville de Kinshasa, Gentiny Ngabila Mbaka, pour l'assainissement environnemental de la

capitale congolaise.

Kinshasa produit journalièrement près de 10 tonnes d'ordures de toutes sortes et les produits en plastique constituent plus ou moins 40%. Le plastique, faut-il le rappeler, est une matière non biodégradable qui défigure la capitale congolaise. Surtout à cause du manque de civisme de ses habitants qui n'hésitent pas un seul instant à la jeter partout : dans les caniveaux, sur les routes, dans les nombreux cours d'eau qui serpentent à travers les communes de la capitale.

Aussi, pour lutter efficacement contre cette manie et pour parvenir à dégager Kinshasa des déchets en plastique, l'Hôtel de ville de Kinshasa et le gouvernement central, par le biais du ministère de l'Environnement et Développement durable, ont conclu séparément un accord de partenariat avec la société Ok Plast dans le projet «Kintoko».

Au stade actuel, «Kintoko» collecte 25 tonnes/jour des bouteilles en plastique. L'objectif, déclare Jérôme Sekana, est d'atteindre 50 tonnes afin de maîtriser réellement les méfaits de la pollution causée par l'accumulation du plastique dans des endroits inappropriés (cours d'eau, égouts, voies de circulation, etc.).

OBJECTIFS ET PERSPECTIVES

Sous la conduite de Jérôme Sekana, les chevaliers de la plume ont ainsi pris connaissance du processus du traite-



ment des bouteilles en plastique, allant du ramassage au recyclage en passant par le compactage.

Le projet «Kintoko» ne compte pas se limiter au seul recyclage des bouteilles en plastique. Au contraire, il envisage, soutient Jérôme Sekana, de produire au niveau local des granulés PET.

«La RDC importe 20.000 tonnes de granulés PET (Polyéthylène téréphthalate) par mois pour être transformés en préformés et bouteilles plastiques. L'ambition avec Kintoko/OK Plast et son usine est de réduire cette dépendance à 20% la première année, 30% la deuxième... jusqu'à absorber toute l'offre, mieux demande en granulés PET», note Jérôme Sekana.

Jusqu'à preuve du contraire, Kintoko demeure le véritable fer de lance de l'opération «Kin-Bopeto», une initia-

tive du gouverneur Gentiny Ngabila qui, pour assurer sa réussite, lui a octroyé 100 espaces pour l'installation des conteneurs de réception des bouteilles en plastique.

Le projet «Kintoko», indique le délégué général Jérôme Sekana, au-delà de son volet assainissement environnemental, est un véritable creuset pour l'économie locale.

En effet, le projet Kintoko va non seulement créer de l'emploi et favoriser l'entrepreneuriat, mais aussi assurer un environnement sain (sur les plans hygiénique et sanitaire) en suscitant une prise de conscience collective afin d'atteindre des éco-gestes utiles et même le niveau zéro déchet plastique.

Kintoko est à ce point si important quant à l'avenir de la capitale congolaise dépolluée au point que le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi, s'est déplacé per-

sonnellement pour l'inauguration de l'usine de recyclage des plastiques le 14 avril 2022.

UN PROJET DE 15 MILLIONS D'EUROS

Ok Plast collecte les bouteilles plastiques grâce à des conteneurs installés dans plusieurs coins de Kinshasa. À ce jour, la ville compte 21 points de collecte. «Pour chaque kilogramme de bouteilles plastiques apporté, le collecteur reçoit 100 francs congolais (moins d'un centime d'euro)», indique la société.

Outre la préservation de la biodiversité terrestre et aquatique, le projet d'OK Plast est une source d'emplois pour de nombreux jeunes dans la ville de Kinshasa.

La société de recyclage espère ainsi renforcer son efficacité opérationnelle à Kinshasa, dont la production journalière de déchets plastiques est estimée à 7.000 tonnes, selon un rapport de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).

La prochaine étape pour OK Plast est d'étendre ses activités à d'autres villes de la RDC. L'entreprise peut compter sur le soutien du gouvernement RD-congolais avec qui elle a signé un accord de partenariat le 9 mars 2022.

«Nous ferons l'effort pour que OK Plast ait l'électricité qu'il faut. Nous lui éviterons les tracasseries en termes de taxes et d'impôts. Nous veillerons aussi à ce que OK Plast ait l'exonération pour les intrants», affirmait Eve Bazaiba, vice-Première ministre, ministre de l'Environnement et Développement durable, le 9 mars 2022. Cette facilité s'étendra sur une période de cinq ans, renouvelable.



Dépôt de bouteilles en plastique compacté

Recouvrement forcé de la vignette dans un contexte de crise : Ngobila travaille contre Tshisekedi

Réuni mercredi autour du Premier ministre, Jean-Michel Sama Lukonde, le Comité de conjoncture économique a prévu un train de mesures pour contenir la crise économique qui rogne terriblement le maigre pouvoir d'achat de la population. Alors que le Gouvernement se bat pour soulager le panier de la ménagère, c'est le moment choisi par le gouverneur de la ville de Kinshasa, Gentiny Ngobila Mbaka, pour ponctionner ce qu'il reste encore du maigre revenu des Kinois. A partir du 25 avril 2022, l'Hôtel de ville procède au recouvrement forcé de la vignette. Une mesure impopulaire qui ne fera qu'allonger davantage le fossé entre le Président de la République et les Kinois qui luttent, entre-temps, pour tenir par ce temps de basse conjoncture. Décidément, Gentiny Ngobila ne s'inscrit pas dans le schéma de Félix Tshisekedi. Il est loin du slogan chef à l'UDPS, à savoir «Le peuple d'abord».

FRANCIS M.

Sauf être un suicidaire, le gouverneur de la ville de Kinshasa travaille dans le sens de provoquer les habitants de la capitale congolaise et les pousser à la rébellion contre le régime du président Félix Tshisekedi. Il ne faut pas porter des loupes pour constater que politiquement, le controversé gouverneur de Kinshasa applique malicieusement un agenda qui va à l'encontre des intérêts de la stabilité.

Tout politique aguerrri sait que le temps n'est pas propice au contrôle de la vignette dans une ville de Kinshasa où des

nids de poule jonchent les artères de toutes les dimensions. Il est clair qu'il n'existe aucun plan pour soulager tant soit peu la souffrance de ces chauffeurs de taxis ou de bus qui transportent chaque matin et soir des habitants de la capitale congolaise d'un coin à un autre.

Dans un communiqué, le gouverneur a pris sur lui la charge de défier la population qui est déjà dans l'incertitude de l'approvisionnement en carburant devra se retrouver face à l'exigence de payer la vignette ou de ne plus circuler de peur de voir son véhicule à la fourrière. Se rend-on compte des difficultés de déplace-

ment que cette opération va déclencher dans la capitale?

Le déferlement humain qui quitte le district de la Tshangu chaque matin pour la commune de Gombe et qui fait le mouvement contraire le soir, n'entend pas voir sa souffrance s'accroître davantage en gonflant le nombre de marcheurs involontaires.

Gentiny Ngobila qui ne propose aucune solution dans la gouvernance de la capitale est plutôt dans la jouissance. La parfaite illustration est faite avec le passage de deux Africains dont l'influence sur les habitants de la capitale n'est connu que du seul gouverneur. Ayant l'Assemblée provinciale dans sa poche, le gouverneur se croit tout permis.

Le Chef de l'Etat doit ouvrir l'œil sur ce gouverneur qui provoque une population au bout de sa patience et des incertitudes. Avec le peu de moyen que la ville mobilise, Ngobila doit convaincre par des meilleures affectations. Le gouvernement de la République s'est défilé de la TVA sur de nombreux produits. Ngobila doit oublier la vignette en laissant ceux qui, volontairement, paient. Aucune contrainte n'est tolérable en cette période.



Republique Démocratique du Congo
Ville de Kinshasa



COMMUNIQUE OFFICIEL
N°SCI/0353/22 CABIGNM/DGRK/FKN/2022

Le Gouverneur de la Ville de Kinshasa informe les contribuables personnes physiques et morales, assujetties à l'impôt sur les véhicules et à la taxe spéciale de circulation routière (vignette) exercice 2020, de la reprise du recouvrement forcé à partir de ce Lundi 25 avril 2022.

A cet effet, il invite tous les propriétaires des véhicules **automobiles, des remorques et semi-remorques, des véhicules tracteurs, des bateaux et embarcations à propulsion mécanique, des baleinières, des barges et autres embarcations remorques** de s'acquitter de leurs obligations pour circuler librement.

Les agents de la Direction Générale des Recettes de Kinshasa et de la Police du Commissaire Provincial Ville de Kinshasa sont requis à se déployer sur toute l'étendue de la Ville pour poursuivre les défallants en paiement.

Fait à Kinshasa, le 19 04 2022

Gentiny NGOBILA MBAKA

Archidiocèse de Kinshasa : le cardinal Fridolin Ambongo suspend le curé de la paroisse Saint François de Sales

VÉRON KONGO

La décision de la Conférence Episcopale Nationale du Congo (CENCO) relative à la situation des prêtres géniteurs fait déjà des émules. Les récentes suspensions de certains prêtres du diocèse de Tshumbe et celle du curé de la paroisse Saint François de Sales commune de Kintambo de l'archidiocèse de Kinshasa en sont une preuve éloquent.

Concernant les sanctions à prendre à l'endroit des prêtres géniteurs, conformément aux dispositions arrêtées lors de leur 44^{ème} assemblée tenue en mars dernier, les évêques devront se méfier des informations qui frisent le règlement de comptes. Quelle que soit la manière dont on est saisi, le mieux serait de mener des investigations avant de prendre une décision.

A l'annonce, mercredi 20 avril 2022, de la suspension de l'abbé Aimé Lusambo par le cardinal Fridolin Ambongo, il a été observé hier jeudi 21 avril



Cardinal Fridolin Ambongo, archevêque de Kinshasa

2022 à l'issue de la messe matinale, un climat très morose à la paroisse Saint François de Sales dont il est le curé. Ce dernier est mis à la disposition du vicariat judiciaire pour des enquêtes devant aboutir, soit à des sanctions plus sévères, soit à un blanchiment.

RÉACTIONS

Selon les fidèles contactés à ce propos par Econews, l'abbé est accusé, à tort ou à

raison, d'avoir haussé le ton sur la décision de la hiérarchie en indexant certains évêques d'être aussi des géniteurs et que tous devraient avoir les mêmes traitements si jamais il était question de retirer la soutane à certains prêtres ordonnés.

Certains fidèles estiment que c'est un acharnement contre ce prêtre qui reste un modèle dans sa vie pastorale et surtout pour avoir sauvé beaucoup d'âmes à travers le renouveau

charismatique. Un fidèle n'a pas caché son indignation : «*Comment le cardinal peut-il se fier à une vidéo pour suspendre rapidement un prêtre ?*»

Au-delà de cette suspension, plusieurs fidèles de la paroisse s'étonnent de l'empressement avec lequel leur curé a été traité par le cardinal. Pour eux, cet abbé, docteur en théologie, spécialiste en exégèse biblique de l'Institut pontifical en 2005 et enseignant au Grand Séminaire Jean XXIII, est un prêtre modeste, aimé de tous ceux qui œuvrent dans le renouveau charismatique depuis plusieurs années.

Par rapport aux enseignements de l'église qui recommandent le soutien des uns des autres, les jeunes de la paroisse Saint François de Sales le manifestent pour leur curé dont ils estiment être de loin le meilleur par rapport à d'autres depuis le début des années 2000. Les intellectuels et les mères de famille leur emboîtent le pas.

LES DESSOUS DES CARTES

Tout est parti de la journée de Jeudi Saint. En effet, après la messe, l'abbé Aimé Lusambo s'est offert un petit moment de détente pour apaiser les esprits. Il s'est fait accompagner d'un prêtre, un de ses plus proches, soupçonné par certains d'être le Juda.

A cette occasion, une vidéo privée va assainir un coup dur sur la carrière presbytérale de ce prêtre tant adulé par ses fidèles de Kintambo.

Dans cette vidéo, l'abbé Aimé Lusambo, s'exprimant sur un ton comique, s'oppose à la menace des évêques de renvoyer les prêtres ayant des enfants. Cependant, il ne dit rien de part qu'il a des enfants. A lui de s'interroger : «*Me retirer la soutane pour qu'il me reste quoi ? La nudité ? Si j'ai quatre ou cinq enfants, qui me donnera l'argent puisqu'il n'y a pas de décompte final ?*»

Ces propos auraient amené le cardinal Fridolin Ambongo à suspendre le curé de la paroisse Saint François de Sales. Au vicariat judiciaire de bien statuer sur ce cas.

Université Mapon, une jeune université à la vie estudiantine au standard international

Créée en 2016 par l'arrêté ministériel N°207/MINESU/CAB.MIN/TMF/RK3/CPM/2016 du 16 septembre 2016 portant autorisation de fonctionnement d'un établissement d'Enseignement Supérieur et Universitaire à Kindu, dans la province du Maniema, l'Université Mapon est réellement un pôle technologique et scientifique de premier plan en République Démocratique du Congo et a l'ambition de se positionner comme leader dans les domaines de la recherche appliquée et fondamentale, de la transmission du savoir et de l'innovation technologique en Afrique subsaharienne.

Grâce à ses infrastructures imposantes et à ses équipements didactiques et informatiques répondant aux normes internationales, l'Université Mapon organise la faculté des sciences économiques et de gestion ainsi que la faculté des sciences de l'ingénieur (faculté polytechnique) qui comprend quatre départements, à savoir :

- Le département de génie informatique;
- Le département de génie électrique;
- Le département de génie mécanique et
- Le département de génie des mines et géologie.

L'Université Mapon accueille les étudiants venus de tous les coins de la République Démocratique du Congo et de l'Afrique. A leur arrivée à l'aéroport national de Kindu, ils sont accueillis par le chargé du protocole de l'Université, au port de Kindu pour les arrivées en bateaux ou à la gare de Kindu pour ceux venus majoritairement du Grand Katanga par train.

A cette occasion, le chargé du protocole conduit les étudiants internes aux différentes résidences estudiantines et confie les étudiants externes dans leurs familles d'accueil respectives. Les étudiants externes qui n'ont pas de familles d'accueil ont la possibilité d'être admis gratuitement aux ho-

mes, pour une période bien déterminée, dans les résidences estudiantines avant de se trouver un logement.

A leur arrivée aux homes, tous les étudiants internes reçoivent individuellement une copie du règlement des résidences estudiantines et remplissent séparément la fiche de logement où est mentionné le numéro de la chambre attribuée à chacun. Ensuite, ils signent individuellement un acte d'engagement de se conformer scrupuleusement au règlement des résidences estudiantines.

Par ailleurs, sous la supervision des autorités académiques, une cérémonie traditionnelle d'accueil de nouveaux étudiants est toujours organisée par la Coordination estudiantine. Cette cérémonie d'accueil est organisée en vue de sensibiliser au respect du règlement des étudiants, de la charte éthique et anticorruption et leur présenter et faire visiter les installations de l'Université.

DU LOGEMENT DES ÉTUDIANTS

L'Université Mapon loge majoritairement les étudiants venus de tous les coins de la République Démocratique du Congo et de l'Afrique. Elle dispose, à cet effet, de quatre sites d'hébergement des étudiants : le Home HK Mbonda



Vue intérieure de l'Université Mapon

I, le Home HK Mbonda II, le Home des étudiants, situé à Juhudi, et le Home des étudiants, situé à Juhudi. Tous les quatre sites disposent chacun de chambres spacieuses de deux à quatre personnes (comprenant une literie, des

garde-robes, des chaises, des tables d'études), d'une buanderie, d'un parloir, d'un parking et d'un jardin attrayant.

A la suite de l'inauguration, le lundi 14 mars 2022, d'un nouveau bâtiment ultra-moderne de trois niveaux

dénommé HK Mbonda II ayant une capacité d'accueil de 170 places, les résidences estudiantines de l'Université Mapon disposent désormais de 336 places comme nous pouvons le constater dans le tableau ci-après :

Tableau 1 : de la capacité d'accueil et des effectifs des étudiants logés

N°	Home	Nbre de chambres	Capacité	Effectif des étudiants logés	
				Fille	Garçon
01	HK Mbonda I	46	108	00	96
02	HK Mbonda II	70	170	00	56
03	Juhudi (étudiantes)	17	62	27	00
04	Juhudi (étudiants)	07	26	00	24
Total				27	176
Nombre total des étudiants logés				203	

DE LA SÉCURITÉ DES SITES D'HÉBERGEMENT

Dans chaque site, une équipe de gardes universitaires, équipés et jouissant d'une bonne moralité, assure jour et nuit la sécurité du matériel et des étudiants, et ce, dans le strict respect du règlement des

résidences estudiantines.

DE LA RESTAURATION DES ÉTUDIANTS

Dans chaque site, un réfectoire bien équipé, qui s'ouvre chaque jour de 6 heures à 20 heures, accueille régulièrement les étudiants même les plus démunis. Toutefois, les étudiantes internes s'occupent seules de leur cuisine.

D'un autre côté, les parents ayant des enfants dépendants ont la possibilité de consigner l'argent de la restauration de leurs enfants à l'administration du home où ils sont logés en vue de lutter contre l'utilisation abusive des fonds mis à leur disposition.

LA PRISE EN CHARGE MÉDICALE DES ÉTUDIANTS

Un projet de mutuelle de santé pour les étudiants est en cours de finalisation. Ce projet permettra à tous les étudiants de l'Université Mapon de bénéficier, pour une durée d'une année, d'une prise en charge médicale au Centre hospitalier Lumbu-Lumbu, structure sani-

taire de la Fondation Mapon situant dans le même site que l'Université et les homes, moyennant versement de 100 (cent) dollars américains.

Entre-temps, l'Université Mapon continue de supporter le coût de la prise en charge médicale des étudiants les plus démunis.

L'Université Mapon accompagne les étudiants dans le cadre du «job student». A chaque manifestation officielle, la coordination estudiantine a toujours mis à la disposition de l'Université une équipe de protocoles bien formés et a assuré le service-traiteur pour le cocktail lors des journées scientifiques 2020-2021.

Ensuite, quelques étudiants font fonctionner un mini-restaurant universitaire sous la supervision du secrétaire administratif. Ce restaurant accueille pendant la pause la majorité d'étudiants et quelques agents de l'Université pour un rafraîchissement. Cette initiative lucrative aide ses initiateurs à financer une partie de leurs études universitaires.



Vue aérienne de l'Université Mapon

Côte d'Ivoire : le nouveau gouvernement dévoilé

À peine reconduit à son poste de Premier ministre, Patrick Achi a dévoilé la composition de son équipe, certes resserrée, mais sans grande surprise.

ECONEWS AVEC LE POINT AFRIQUE

Comme le souhaitait le président Alassane Ouattara, le Premier ministre Patrick Achi, aussitôt reconduit, a dévoilé un nouveau gouvernement, plus « resserré » de 32 membres, dont 7 femmes, contre 41 précédemment, mais dans lequel les principaux ministres sont maintenus.

Cette annonce est intervenue quelques heures après la prestation de serment de Tiémoko Meyliet Koné, le nouveau vice-président ivoirien, nommé par le chef de l'État, mardi, devant le Congrès réuni à Yamoussoukro.

PAS DE GRAND CHANGEMENT

Les principaux ministres ont, dans leur grande majorité, conservé leur poste. Ainsi de Kandia Camara, une proche du président et pilier du

parti au pouvoir, qui conserve son poste de ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, selon le décret lu par le secrétaire général de la présidence Abdourahmane Cissé.

Téné Birahima Ouattara, l'influent frère du président, garde aussi le portefeuille stratégique de la Défense, toujours avec le titre de ministre d'État. Troisième ministre d'État dans l'ordre protocolaire, Kobenan Kouassi Adjoumani reste à l'Agriculture. Le général Vagondo Diomandé, autre fidèle du chef de l'État, est reconduit à l'Intérieur. Le ministre de la Réconciliation nationale, Kouadio Konan Bertin, visé par une enquête après des accusations de viol en septembre dernier, est maintenu à son poste.

Deux nouvelles personnalités font leur entrée dans la nouvelle équipe de Patrick Achi, dont Françoise Remarck, l'ancienne patronne de Canal+ Côte

d'Ivoire, nommée à la Culture. Les postes de secrétaires d'État du précédent gouvernement ont été supprimés et certains ministères fusionnés.

UN TECHNOCRATE À LA VICE-PRÉSIDENCE

Plus tôt dans la journée, le vice-président Tiémoko Meyliet Koné avait prêté serment après avoir été nommé la veille par le président Ouattara. « *Je jure solennellement et sur l'honneur de respecter la Constitution, de remplir consciencieusement les devoirs de ma charge, dans le strict respect de ses obligations et avec loyauté à l'égard du président de la République* », a déclaré cet économiste qui était depuis 2011 le gouverneur de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) qui couvre les pays de l'Uemoa, à savoir le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo. « *Que le président de la République me retire sa confiance si je trahis ce serment* », a-t-il ajouté devant les mem-

bres du Conseil constitutionnel venus pour l'occasion au palais présidentiel d'Abidjan.

Tiémoko Meyliet Koné a également été directeur de cabinet du Premier ministre Guillaume Soro entre 2007 et 2010, ministre de la Construction, puis conseiller spécial du président de la République Alassane Ouattara, chargé des questions économiques et monétaires. Le poste de vice-président, sanctuarisé dans la dernière réforme constitutionnelle de 2016, était vacant depuis juillet 2020 et la démission de Daniel Kablan Duncan pour « *convenance personnelle* ».

Selon l'article 62 de la Constitution, le vice-président devient président « *de plein droit* » en cas de vacance « *par décès, démission ou empêchement absolu* » de ce dernier. « *L'article 62 fait du vice-président, en cas de vacance du pouvoir, non pas un intérimaire, mais de droit un président de la République chargé de poursuivre et de terminer le mandat en cours* », a rappelé, mercredi, le président du Conseil cons-

titutionnel, Mamadou Koné.

Si ces nominations au sein de l'exécutif relancent la question de la succession d'Alassane Ouattara, elles donnent surtout le coup d'envoi d'un nouveau cap pour le nouveau gouvernement qui va devoir vite se retrousser les manches tant les attentes des Ivoiriens sont immenses, notamment sur la question de la cherté de la vie. En dépit d'un contexte sécuritaire complexe et d'une situation liée à la pandémie de Covid-19, le pays a réalisé « une très bonne performance économique avec une croissance de 7,4 % en 2021 », a affiché le président ivoirien, il y a quelques jours. Mais comme de nombreux pays du continent, la Côte d'Ivoire fait face à une inflation des prix des produits de première nécessité qui frappe les ménages les plus pauvres, une situation aggravée récemment par la guerre en Ukraine. D'autant plus que le pays est aussi confronté à la menace djihadiste dans sa partie nord.

Maroc : Sa Majesté le Roi Mohammed VI place Al-Qods au sommet de ses priorités

ECONEWS AVEC MAP

L'ambassadeur du Maroc en Palestine, M. Abderrahim Meziane, a affirmé que Sa Majesté le Roi Mohammed VI, Président du Comité Al-Qods relevant de l'Organisation de la Coopération Islamique, place la cause palestinienne et la question d'Al-Qods Al-Sharif en tête des priorités du Souverain au même rang que la cause nationale centrale du Royaume du Maroc.

M. Meziane a indiqué, lundi dans une déclaration à la télévision palestinienne officielle, que Sa Majesté le Roi Mohammed VI accomplissait sa mission de président du Comité Al-Qods à travers

l'Agence Bayt Mal Al-Qods, qui est l'organe exécutif de terrain du Comité Al-Qods par le biais de programmes, de plans et d'initiatives quotidiens continus dans les secteurs de la santé, de l'éducation et du logement pour soutenir la résistance de la population d'Al-Qods, en plus de la supervision personnelle de Sa Majesté du caractère religieux et civilisationnel de la Ville Sainte. L'ambassadeur du Maroc a affirmé que le Royaume du Maroc poursuit son soutien continu à la cause d'Al-Qods à travers son adhésion active au Comité ministériel arabe chargé de l'action internationale face aux politiques et mesures israéliennes illégales

à Al-Qods, affilié à la Ligue des États arabes, qui se réunira en Jordanie jeudi prochain. Il a ajouté que le Maroc a toujours défendu la cause palestinienne et Al-Qods Al-Sharif dans tous les sommets arabes et islamiques qu'il a accueillis, et qui ont enregistré de multiples succès pour cette cause.

Le diplomate marocain a souligné que « *le Royaume, en tant que membre actif au sein des organisations internationales, ne manque aucune occasion lors des réunions onusiennes, arabe ou islamique, ou dans le cadre de ses relations fortes avec les acteurs internationaux et les forces influentes dans le monde, pour défendre Al-Qods et les droits du*

peuple palestinien ».

Le Maroc et la Palestine ont en commun plusieurs caractéristiques liées à la lutte pour l'indépendance et le parachèvement de l'intégrité territoriale à la lumière de grandes difficultés et défis, a-t-il indiqué.

Il a également rappelé la solidarité, le grand intérêt et le suivi par Royaume du Maroc, Roi, gouvernement et peuple, de la dernière invasion de la mosquée Al-Aqsa par les forces d'occupation israéliennes.

M. Meziane, a, à cet égard, affirmé que le Royaume du Maroc n'a pas tardé à dénoncer ces attaques, exprimant sa ferme condamnation de la prise d'assaut de la mos-

quée par les forces d'occupation, de la fermeture de ses portes et de l'agression des fidèles sans défense à l'intérieur de la mosquée et dans ses espaces extérieurs, faisant de nombreux blessés.

Il a ajouté que le Royaume a condamné cette attaque flagrante contre la mosquée Al-Aqsa et sa place dans la conscience de la nation islamique à travers le monde, et dénoncé cette provocation systématique des fidèles palestiniens pendant le mois béni du Ramadan, affirmant que ces agressions renforcent les sentiments de haine et d'extrémisme et anéantissent les chances de relancer le processus de paix dans la région.

Le Cameroun signe un accord militaire avec la Russie

ECONEWS AVEC RFI

Le Cameroun a conclu un accord militaire avec la Russie. Les ministres de la Défense des deux pays l'ont paraphé il y a huit jours à Moscou.

L'accord porte sur un document de 13 pages, paraphé, côté Cameroun, par le ministre de la Défense, Joseph Beti Assomo, et pour la Fédération de Russie par son homologue, le général Sergueï Choïgou.

Pour l'essentiel et dans l'article 2 de ce document, les deux pays conviennent de l'échange d'opinions et d'informations en matière de politique de défense et de sécurité internationale, de développement des relations dans le domaine de la formation conjointe et de l'entraînement des troupes, d'enseignement militaire, de médecine, de topographie ou encore d'hydrographie militaire.

Il s'agit également de l'échange d'expériences, de

maintien de la paix et d'interaction dans des opérations de soutien à la paix sous l'égide des Nations unies.

UN ACCORD QUI DIVISE

Des termes trop généraux pour de nombreux observateurs qui estiment qu'il faut aller chercher ailleurs que dans ce document pour comprendre la profondeur et les implications de cet accord.

Beaucoup saluent néanmoins le courage de Yaoundé

de parapher un tel accord en ce moment, à l'heure où la Russie est engagée dans une opération militaire controversée et critiquée de par le monde. D'autres voient aussi poindre l'ombre de la nébuleuse Wagner, cette milice privée russe dont les actes sont controversés sur le continent.

Mais, pour les plus optimistes, Yaoundé est dans son bon droit, d'autant que le pays est tenaillé par de nombreuses crises sécuritaires au nord

avec Boko Haram dans les régions anglophones et à l'est du pays. Et la Russie, dont la puissance militaire est avérée, peut aider, estiment-ils.

Pour le chercheur Thierry Vircoulon, coordonnateur de l'observatoire de l'Afrique centrale et australe à l'Institut français des relations internationales, estime que le Cameroun et la Russie assurent une continuité dans leurs relations avec la guerre en Ukraine en toile de fond.

Union européenne et présidentielle en France : la rupture avec Le Pen ou la réforme avec Macron

Les deux candidats à la présidentielle française ont abordé mercredi, dans le traditionnel débat d'entre-deux tours, les questions européennes avec deux attitudes radicalement contraires : l'une veut décider seule, l'autre choisit la diplomatie.

ECONEWS AVEC LE POINT AFRIQUE

Les deux finalistes à la présidentielle française, Emmanuel Macron et Marine Le Pen, ont eu de vifs échanges mercredi soir lors de leur débat télévisé en s'affrontant sur la Russie, l'économie, les prix de l'énergie ou encore l'Europe, à quatre jours du second tour.

Au bout d'un quart d'heure de débat, les deux candidats ont une première fois croisé le fer sur un sujet européen : le marché européen de l'électricité. L'inflation des prix de l'énergie, liée au gaz, impose aux décideurs de s'y pencher. Marine Le Pen et Emmanuel Macron s'illustrent ici par leur différence d'approche fondamentale. La candidate du RN veut quitter le marché européen, Emmanuel Macron a engagé, quant à lui, un travail de concertation avec nos partenaires européens pour le réformer et découpler le prix du gaz de celui des autres sources d'énergies renouvelables et du nucléaire.

Ce débat résume à lui seul les postures des deux candidats vis-à-vis de l'Europe. Marine Le Pen privilégie, devant chaque difficulté, une décision unilatérale là où Emmanuel Macron travaille au sein des institutions européennes pour les transformer. Evidemment, la seconde démarche demande du temps et d'en-

gager du capital politique dans la négociation avec les autres États membres. Ce qui revient à faire de la diplomatie un travail de conviction avec opiniâtreté. C'est ce travail souterrain que fait la France depuis le premier jour de la création des institutions européennes. À l'opposé, Marine Le Pen crée une position et pense que le « *qui m'aime me suive* » générera une « *Europe des nations* », très différente de l'Union européenne.

UN CLASH SUR LE TRAVAIL DÉTACHÉ

En vérité, les institutions européennes sont loin d'être parfaites. Elles sont perfectibles, mais la méthode choisie par Marine Le Pen brise le dialogue avec nos partenaires au lieu de le nourrir. Elle propose par exemple la fin du travail détaché pour éviter la migration de travailleurs de l'Est. Ce faisant, elle se heurtera, au premier chef, avec son allié Viktor Orban, le Premier ministre hongrois. Pour lui, la libre circulation des travailleurs est une vertu cardinale du marché unique...

Emmanuel Macron lui fait remarquer que les travailleurs frontaliers français (plus de 400.000) qui vont chercher des emplois en Suisse, au Luxembourg, en Allemagne, ou encore en Belgique seront forcément victi-



Emmanuel Macron et Marine Le Pen lors du débat. © LUDOVIC MARIN / AFP

mes de mesures équivalentes de la part de nos partenaires. Mettre fin au travail détaché aura aussi des conséquences dommageables pour les Français. Il n'y aura pas d'action unilatérale de la France sans réaction tout aussi brutale et réciproque de nos partenaires européens.

LA PRÉFÉRENCE NATIONALE CONTRE LA MONDIALISATION

Le fond du discours de Marine Le Pen s'inscrit dans la logique de la « *préférence nationale* » et du localisme, ce qui justifie de dénigrer systématiquement les accords de libre-échange. Tout accord de commerce international n'est pas bon à prendre. Or, elle commet à ce moment-là du débat deux erreurs factuelles en brandissant la menace du « *poulet brésilien* » et de la viande bovine canadienne. Emmanuel Macron lui fait remarquer, à juste titre, que l'Union européenne n'a pas ratifié d'accord avec le Brésil (l'un des pays du

Mercosur), précisément parce que la France s'y est opposée. Notamment parce que le Brésil tolère une politique de déforestation dévastatrice pour l'équilibre de la planète.

Quant à la viande bovine canadienne, elle n'a pas envahi les états français. Marine Le Pen s'est opposée au Ceta, l'accord commercial avec le Canada, dans l'idée de protéger l'élevage français contre le dumping canadien. En septembre 2021, les premiers rapports tombent sur l'application du Ceta. L'invasion de la viande bovine canadienne n'a pas eu lieu. C'est même plutôt l'inverse ! « *La France n'a importé que 1 577 tonnes d'équivalent carcasse. Elle en a exporté 21 000 tonnes sous forme d'aloïau* », observait Sandrine Gaudin, la secrétaire générale des Affaires européennes devant la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale. La balance commerciale de la France vis-à-vis du Canada a été positive et a atteint le montant record de 650 millions d'euros en 2019.

TACLE SUR L'AIDE À L'UKRAÏNE

L'agriculture française est exportatrice et alimente positivement la balance commerciale. S'il y a un secteur qui a besoin des accords de libre-échange pour pénétrer de nouveaux marchés étrangers, c'est bien celui-là. Là aussi, la critique a besoin d'être subtile : autant il ne s'agit pas d'ouvrir les frontières à tous les vents, autant on ne peut imaginer une France repliée sur elle-même derrière de hautes barrières douanières.

Pour Macron, l'Europe est l'outil de régulation de la mondialisation, là où Marine Le Pen y voit le grand méchant mercantile, à la solde de l'Allemagne.

On peut aussi déplorer un mensonge de Marine Le Pen s'agissant de l'attitude du RN vis-à-vis de l'Ukraine, dont elle se dit solidaire. Elle affirme qu'elle serait prête à aider financièrement le régime de Kiev. Là aussi, Emmanuel Macron l'a reprise sur un fait irréfutable : le 16 février 2022 sur l'aide d'urgence pour l'Ukraine – un prêt de 1,2 milliard d'euros –, les eurodéputés RN ont fait partie des 55 votes négatifs (7,80 % du Parlement européen). Marine Le Pen a nié cette réalité. L'une de ses représentantes, l'eurodéputée Hélène Laporte, a pourtant pris la parole le jour du vote pour souligner que « *de nombreuses armes sont vendues par les Américains à l'Ukraine* » et qu'il « *appartient à la France d'avoir une politique gaullienne, qui nous maintient à égale distance entre les États-Unis et la Russie* ».

Guerre en Ukraine : Vladimir Poutine revendique « la libération de Marioupol »

ECONEWS AVEC AFP

Le président russe Vladimir Poutine a estimé jeudi que ses forces avaient avec « *succès* » pris le contrôle de la ville ukrainienne de Marioupol et a ordonné d'assiéger les derniers combattants ukrainiens plutôt que de leur donner l'assaut.

« *La fin du travail de libération de Marioupol, c'est un succès* », a lancé Vladimir Poutine à son ministre de la Défense, Sergueï Choïgou, lors d'une rencontre diffusée jeudi à la télévision. Une annonce qui intervient alors que les derniers combattants ukrainiens de Marioupol refusent de se rendre. La ville stratégique du sud-est de l'Ukraine est assiégée depuis presque

deux mois. Ces derniers jours, Moscou a lancé plusieurs ultimatum et s'est montré déterminé à prendre ce port qui lui permettrait de faire la jonction entre la Crimée, qu'elle a annexée en 2014, et les républiques séparatistes prorusses du Donbass.

LE SITE MÉTALLURGIQUE D'AZOVSTAL ASSIÉGÉ

Plusieurs centaines de civils, manquant de vivre et d'eau, sont retranchés dans l'usine sidérurgique et métallurgique d'Azovstal avec le 36^e bataillon de l'armée ukrainienne et le bataillon Azov, les deux dernières unités combattantes à Marioupol. Le président russe a signifié

vouloir assiéger ces derniers combattants, un assaut étant trop coûteux en vies pour ses troupes, selon lui.

« *Je considère que l'assaut proposé de la zone industrielle n'est pas approprié. J'ordonne de l'annuler* », a ainsi assuré Vladimir Poutine. « *Il faut penser (...) à la vie et à la santé de nos soldats et de nos officiers, il ne faut pas pénétrer dans ces catacombes, et ramper sous terre, a-t-il poursuivi. Bloquez toute cette zone de manière à ce que pas une mouche ne passe* ».

Selon le ministre russe de la Défense, le site industriel abriterait 2.000 militaires ukrainiens. Par ailleurs, Vladimir Poutine a une nouvelle fois demandé aux derniers com-

battants de déposer les armes. En échange, « *la partie russe leur garantie la vie sauve et d'être traité avec dignité* », a-t-il affirmé.

Plus tôt dans la journée jeudi, Sviatoslav Palamar, commandant adjoint du bataillon ukrainien Azov avait déclaré sur Telegram, être prêt à quitter la ville « *avec l'aide d'un tiers* », munis d'armes, « *afin de sauver les personnes qui nous ont été confiées* ».

Il a aussi appelé « *le monde civilisé* » à assurer des « *garanties de sécurité* ». Il a précisé que les deux bataillons n'acceptaient pas « *les conditions de la Fédération de Russie concernant la remise des armes et la capture de nos défenseurs* ». Un conseiller de

la présidence ukrainienne a proposé mercredi soir de tenir « *une session spéciale de négociations* » pour « *sauver* » les combattants et les civils.

Quatre bus d'évacuation de civils ont réussi à quitter le port de Marioupol, selon les informations de la vice-première ministre ukrainienne Iryna Verechchouk. Les évacuations, doivent se poursuivre jeudi.

Mercredi, le couloir humanitaire, qui avait en principe été négocié n'avait pas fonctionné. Iryna Verechchouk avait alors reproché aux Russes d'avoir violé le cessez-leu et bloqué les cars. De son côté, Moscou avait accusé « *les autorités de Kiev d'avoir cyniquement sabordé cette opération humanitaire* ».

Reprise du championnat national de football : course contre la montre au ministère des Sports

Bonne nouvelle pour les amoureux du ballon rond. La reprise du championnat national de la Ligue nationale de football (Linafoot) est imminente. Mercredi, le ministre des Sports et Loisirs, Serge Nkonde Chembo, a présidé une réunion technique avec les délégués de la FECOFA (Fédération congolaise de football association) et de la Linafoot (Ligue nationale de football).

NANA K.

Les amoureux du ballon rond vont bientôt retrouver le chemin des stades. Au ministère des Sports et Loisirs, on procède déjà au dernier réglage dans la perspective de la reprise du championnat national de la Linafoot.

La deuxième réunion du mercredi 20 avril entre le ministre des Sports et Loisirs, Serge Nkonde Chembo, la FECOFA, la Linafoot et les dirigeants des clubs a accouché d'un accord qui formalise la poursuite du championnat national de la Linafoot, Division 1.

Au sortir de cette rencontre, Guy Mafuta, secrétaire général de l'ADFCO, structure qui regroupe les dirigeants des clubs de football, a fait le point à la

presse. « Nous tous avons souhaité que le championnat national reprenne, du moins dans sa phase aller et, si possibilité il y a, nous allons poursuivre la phase retour. Il y a de contraintes qui se posent à nous au niveau de l'Afrique. Il faut que le 30 juin nous puissions transmettre la liste des clubs qui devraient participer aux compétitions africaines. Il y a également la contrainte CAN (Coupe d'Afrique des nations) et le Chan (Championnat d'Afrique des nations) pour lesquels la reprise du championnat au niveau natio-



Le ministre des Sports s'entretient avec les délégués de la Fecofa et de la Linafoot

nal est plus qu'un indispensable », note Guy Mafuta.

Selon lui, le ministère des Sports est bien conscient des enjeux. « Nous avons levé l'option de mettre en place une commission avec la Linafoot. Nous allons faire un toilettage et proposer un cahier des charges que le ministre des Sports

et Loisirs, Serge Nkonde, devra porter au Conseil des ministres pour que le Gouvernement puisse mettre à la disposition de la Fédération congolaise de football association (FECOFA) les fonds nécessaires qui vont nous permettre à reprendre le championnat national le plus rapidement possi-

ble », a indiqué Guy Mafuta.

Pourquoi le championnat s'est-il arrêté brusquement. Guy Mafuta explique : « Concrètement, il y a eu un problème avec la compagnie d'aviation Congo Airways. Le ministre Serge Nkonde nous a proposé deux options. La première est de recourir à une autre compagnie d'aviation et la deuxième milite à ce que les fonds soient mis à la disposition de la FECOFA pour reprendre le championnat ».

Des indiscretions glanées dans les milieux sportifs rapportent que la Linafoot, Division 1, pourrait reprendre entre le 25 avril et le 1^{er} mai prochain. Cette date sera néanmoins officialisée ce 22 avril, date à laquelle la Linafoot et l'ADFCO déposeront leur cahier des charges au ministre des Sports.

Éliminatoires CAN 2023 : la RDC démarre la 1^{ère} journée contre le Gabon

ECONews AVEC ACP

Les Léopards A de la République Démocratique du Congo démarrera les éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN), Côte d'Ivoire 2023, contre les Panthères du Gabon, lors de la première journée à la fin du mois de mai prochain.

Après le tirage au sort, mardi, à Johannesburg, en Afrique du Sud, la CAF a rendu public le calendrier des matches de la phase de groupes. Logés dans le groupe I, les Léopards bénéficieront de l'avantage de terrain pour leur pre-

mier match, qui sera disputé au stade des Martyrs de la Pentecôte, à Kinshasa, ainsi bien que leur dernier match. Un choc bis de l'affiche des éliminatoires de la CAN 2021. Ce match marquera les retrouvailles entre Congolais et Gabonais, après la saga Guélord Kanga, puis, suivra un déplacement périlleux au Soudan et en Mauritanie.

Les hommes d'Hector Cuper disputeront deux des trois dernières journées « à domicile ». Les éliminatoires iront jusqu'en mars 2023, la compétition étant prévue pour juin et juillet de l'an-

née prochaine.

Favorite sur le papier, la RD Congo devra mettre du sérieux dans son organisation administrative et sa préparation si elle tient à ne pas revivre l'amère expérience des éliminatoires de la CAN, Cameroun 2021, où elle a été coiffée au poteau par le Gabon et la Gambie.

Le ministère des Sports devra se contenter de la gestion politique de l'équipe nationale et laisser celle technique et administrative à la Fédération congolaise de football association (FECOFA), même si celle-ci s'attèle en-

core au toilettage de ses statuts, avant la mise en place du nouveau comité exécutif.

Ci-après le calendrier des matches de la phase de groupes de la RD Congo :

J1-J2 30 mai-14 juin 2022 : RDC-Gabon, Mauritanie-Soudan/Gabon-Mauritanie et Soudan-RDC

J3 -J4 19-27 sept 2022 : RDC-Mauritanie, Gabon-Soudan/ Mauritanie-RDC, Soudan-Gabon

J5- J6 20-28 mars 2023 : Soudan-Mauritanie, Gabon-RDC/ RDC-Soudan, Mauritanie-Gabon.

La FECOFA honorée

Mme Olive Kiloha nommée à la Commission d'organisation du football féminin de la CAF pour l'exercice 2022-2024

Les efforts fournis par la Fédération congolaise de football association (FECOFA) dans la promotion de la femme dans le concert du management du football en général, et du football féminin, en particulier, viennent d'être couronnés avec la reconnaissance par la Confédération africaine de football (CAF) des mérites de Mme Olive Kiloha, membre du Comité exécutif de la FECOFA et présidente a.i. de Ligue nationale de football féminin (LINAFOOT), en l'élevant au rang de membre de la Commission d'organisation du football féminin, Commission permanente de la CAF pour

l'exercice 2022-2024. L'acte de nomination a été constaté par une correspondance du siège de la CAF, au Caire, datée du 20 avril 2022 et signée par Véron Mosengo-Omba, secrétaire général de la CAF.

Il va sans dire, qu'avec cette nomination d'un cadre féminin de notre football national, cela honore la femme congolaise à tous les niveaux du sport roi congolais dans la mesure où c'est au nom du président de la CAF, Dr Patrice Motsepe, que le secrétaire général, Véron Mosengo-Omba, a eu le plaisir d'annoncer à Mme

Olive Kiloha, sa nomination intervenue conformément aux statuts de la CAF.

En effet, précise-t-on dans cette correspondance de la CAF, « le président Motsepe a souligné, lors des réunions du Comité exécutif de la CAF, l'importance pour toutes les Commissions permanentes de la CAF de fonctionner et de s'acquitter de leurs responsabilités dans le respect des statuts de la CAF. Ces Statuts (art. 26 (6)) prévoient que le secrétaire général fixe l'ordre du jour des réunions des Commissions permanentes de la CAF. L'ordre du jour et la date de la

réunion de la commission d'organisation du football féminin seront communiqués dans les prochains jours ».

Enfin, toujours à travers son secrétaire général, Véron Mosengo-Omba, la CAF a félicité Mme Olive Kiloha pour sa nomination et, en la remerciant par avance pour sa participation et sa contribution au sein de la commission d'organisation du football féminin de la CAF. Tout l'honneur revient ainsi à l'Association membre, la FECOFA et pourquoi pas à toute la région d'Afrique centrale.

COMMUNIQUÉ FECOFA

ECONews

Journal en ligne et Tri-hebdomadaire d'informations générales

Complexe Nzigi (ex-Muana Nteba),
Local n°50, Kinshasa/
Gombe
Tél : +243 81 904 17 63/
89 301 93 05
+ 243 903185670
E-mail :
kuediasala@gmail.com
www.econewsrdc.com
L'info qui fait échos

DIRECTEUR DE PUBLICATION
Faustin KUEDIASALA

RÉDACTEUR EN CHEF
Hugo TAMUSA

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION
Florent N'LUNDA N'SILU

RÉDACTION GÉNÉRALE
Faustin KUEDIASALA
Hugo TAMUSA
Florent N'LUNDA N'SILU

Véron KONGO
Jonathan MUTADJIRI
Nana Kanku
Olivier Dioso
A.T. MPUU

COLLABORATEUR EXTÉRIEURS
Marc NZATE
Francis Mayuma

WEB MASTER
Tighana MASIALA

PRODUCTION
Michel MASUDI
+243 907314011

COMMERCIAL
John RUSHIMBA

INTENDANT GÉNÉRAL
René LOKOTA

En présence du Premier ministre

Ouverture ce vendredi à Lubumbashi de la conférence interprovinciale sur la cohabitation pacifique

Le Premier ministre, Sama Lukonde, est arrivé jeudi à Lubumbashi, chef-lieu de la province du Haut-Katanga, où s'ouvre ce vendredi la conférence interprovinciale sur la cohabitation pacifique entre les communautés. Les gouverneurs des provinces démembrées du Grand Kasai et Mme le gouverneur ad intérim de la province du Lualaba sont également à Lubumbashi pour ces assises destinées à promouvoir la cohésion entre les peuples du Grand Kasai et ceux du Grand Katanga.

**ECONEWS AVEC PRESSE/
PRIMATURE**

Le Premier ministre, Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge, est à Lubumbashi, dans la province du Haut-Katanga, en compagnie d'une forte délégation gouvernementale pour lancer un appel de paix entre toutes les communautés vivant dans l'espace Katangais. Ce vendredi, il procède à l'ouverture de la conférence interprovinciale sur la cohabitation pacifique entre les communautés, principalement les Kasaiens et les Katangais.

Arrivé à 17h30 à Lubumbashi, ce jeudi 21 avril 2022, pour une table ronde sur la paix en vue du rapprochement des communautés vivant dans l'espace katangais, le Premier ministre a été accueilli, au bas de la passerelle, à l'aéroport de la Luano, par le gouverneur du Haut-Katanga, Jacques Kiabula.

Après les honneurs, le

chef du Gouvernement a été entouré par une marée humaine venue l'accueillir et qui a envahi les installations et tous les espaces verts et parking de l'aéroport de la Luano.

Après avoir salué la foule, le Premier Ministre est allé directement sur la place de la Poste, au centre-ville de Lubumbashi, où l'attendait une foule nombreuse depuis 10h00. Un grand public qui a attendu depuis plusieurs heures, bravant la fatigue et le soleil pour manifester sa joie de revoir Sama Lukonde, le fils du terroir, pour la deuxième fois, depuis qu'il est devenu Premier Ministre.

S'adressant à la foule sur la place de la Poste, le Chef du Gouvernement a appelé les Lushois à vivre en paix avec toutes les communautés vivant dans cette province. Il a insisté sur le fait que sans la paix, il n'y aura pas de développement.

«Je suis venu avec le message d'amour du Président de la République, son Excellence Félix-Antoine



Tshisekedi Tshilombo, qui m'a envoyé. Depuis Kinshasa, nous avons appris qu'il y a de tensions communautaires ici. Et donc, nous sommes venus nous assurer qu'il y a la paix ici en province. Parce que sans la paix, il n'y a pas la construction. Sans la paix, il n'y a pas le développement», a dit en swahili le chef du Gouvernement, s'adressant à la foule.

Avant l'adresse du Premier ministre aux Lushois, le

gouverneur du Haut-Katanga, Jacques Kyabula Katwe, a remercié la population d'avoir, à travers cette longue attente, exprimé son sens élevé du patriotisme et d'attachement aux institutions de la République.

Le chef du Gouvernement est à la tête d'une importante délégation constituée du VPM de l'Intérieur, de la ministre d'État en charge du Portefeuille, des ministres de la Communication et Médias, des Sports ainsi que celui des

Ressources hydrauliques. Les gouverneurs de provinces notamment du Lualaba, du Kasai, et du Kasai-Central sont eux aussi sur place à Lubumbashi pour participer à cette table ronde sur la paix décidée par le gouvernement pour couper court aux tensions intercommunautaires observées ces dernières semaines dans le Katanga.

Après le Haut-Katanga, le premier des « warriors » mettra le cap sur la province du Lualaba.

Communiqué du deuxième conclave des Chefs d'Etat sur la République Démocratique du Congo

(Suite de la page 2)

1. D'INVITER les autres dirigeants de la Communauté de l'Afrique de l'Est à se joindre au conclave et à les engager dans les futures séances.

2. DE SALUER la participation, en qualité d'observateur, d'un représentant du Secrétaire Général des Nations Unies, du Président de la Commission de l'Union Africaine, du Secrétaire Général de la CIRGL, du Secrétaire Général de la Communauté de l'Afrique de l'Est, en tant que de besoin à participer par la RDC.

3. D'ACCUEILLIR également des interlocuteurs bilatéraux tels que les Etats-Unis et la France en statut d'observateur.

4. Qu'un secrétariat soit formé pour SURVEILLER la mise en œuvre des accords conclus lors de la réunion. Le Secrétariat sera administré par l'Envoyé spécial au Cabi-

net du Président de la RDC et l'Envoyé spécial au Cabinet du Président du Kenya (le Secrétaire principal du Ministère des affaires étrangères du Kenya est désigné pour jouer ce rôle ad intérimaire) avec la participation de représentants des bureaux exécutifs des autres chefs d'Etat de la Communauté de l'Afrique de l'Est.

5. EN OUTRE, les dirigeants se sont engagés à faire progresser les travaux de la réunion selon deux voies ;

a) La voie politique - La réunion a convenu qu'un processus politique soit lancé sous la direction du président Uhuru KENYATTA du Kenya pour faciliter les consultations à entreprendre entre la RDC et les groupes armés locaux en RDC. Suite aux résultats du premier Conclave des Chefs d'Etat, la réunion a rappelé

qu'un dialogue consultatif entre le Président de la RDC et les représentants des groupes armés locaux en RDC doit avoir lieu dans les meilleurs délais. EN CONSÉQUENCE, la réunion a été informée que le Président de la RDC présidera une telle réunion consultative le vendredi 22 avril 2022. Le Président Uhuru KENYATTA a gracieusement accepté d'accueillir et de fournir un soutien logistique pour les consultations à Nairobi. La réunion A en outre CONVENU que le Président de la RDC informera ultérieurement ses collègues du résultat des consultations lors de la prochaine séance.

b) La voie de l'application de la loi militaire/de sécurité - Conformément à un ACCORD suite au premier Conclave des chefs d'Etat visant à accélérer la mise en place d'une

force régionale pour aider à contenir et, si nécessaire, combattre les forces négatives, la réunion A ORDONNÉ le déploiement urgent d'une telle force Obliger.

6. A cette fin, la réunion a ordonné que la planification d'une telle force commence avec effet immédiat avec la pleine consultation des autorités compétentes de la région.

7. FACILITER la mise en œuvre des pistes d'application politique et militaire/de sécurité, les dirigeants ont également ordonné ce qui suit ;

a) QUE tous les groupes armés en RDC participent inconditionnellement au processus politique de règlement de leurs doléances. A défaut de le faire, tous les groupes armés congolais seraient considérés comme des forces négatives et manipulés militaire-

ment par la région.

b) QUE tous les groupes armés étrangers en RDC doivent désarmer et retourner sans condition et immédiatement dans leurs pays d'origine respectifs. A défaut de le faire, ces groupes seraient considérés comme des forces négatives et manipulés militairement par la région. c) QUE la mise en place de la force régionale de lutte contre les forces négatives commence immédiatement sous la direction de la RDC.

8. Les dirigeants ont RÉSOLU de se rencontrer d'ici un mois pour évaluer l'avancement de la mise en œuvre des travaux.

9. Les dirigeants ont REMERCIÉ le Président Uhuru KENYATTA pour sa convocation et son accueil du deuxième Conclave.

10. ADOPTÉ le 21 avril 2022, Nairobi, Kenya